



La LETTRE de *l'UNC Isère*

www.unc38.fr

mai 2014

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

page 1

Centre Afrique

Sangaris accroché à Bambari

En Centrafrique comme au Mali, la situation se tend. Des éléments du GTIA Scorpion, déployés dans l'est de la Centrafrique sur l'axe Sibut - Bria, ont été accrochés ce samedi 24 mai par des ex-Séléka à Bambari, où se situe le poste de commandement du Groupement tactique interarmes armé par le 5e RIAOM (régiment interarmes d'outre-mer) de Djibouti.

A Bambari, sur l'axe est de la Centrafrique, le GTIA Scorpion traite avec des ex-Séléka commandés, donc gérables et ouverts au dialogue, et à des éléments incontrôlés de l'ancienne milice. Lors des deux jours précédents, ceux-ci ont tenté de déstabiliser la posture de la force Sangaris en créant des incidents, des manifestations, parfois menés par des femmes et des enfants.

Rien de tout cela ce samedi 24 vers 10 h. Trois pick-up et une vingtaine d'individus ont traversé à vive allure le checkpoint français situé sur le pont principal au-dessus de la rivière qui coupe en deux Bambari pour se précipiter en ouvrant le feu sur une position de Sangaris.

Les Français ont aussitôt riposté, puis tiré au mortier de 81 mm un engin éclairant, une sorte de tir de semonce. Un hélicoptère Gazelle sur place est également intervenu sévèrement en tirant un missile HOT antichar qui a détruit un des pick-up. Pas de dégâts chez les Français, dit l'état-major.

La force Sangaris " *ne cherche pas à faire de la surenchère et à tirer sur tout ce qui bouge* ", invoque le colonel Jaron, le porte-parole de l'état-major des armées. " *Mais on riposte et on reprend le dialogue.* " Une attitude extrêmement complexe à assurer en permanence.

Les gendarmes centrafricains bénéficient désormais d'un encadrement opérationnel réalisé par leurs homologues français .

Cette mission particulière dite de « mentoring » consiste à partager avec les forces centrafricaines nos savoir-faire et nos techniques de rétablissement de l'ordre, de sécurisation de zone ou encore de contrôle de véhicule.

Des patrouilles mixtes sont donc organisées, avec pour missions : contrôle routier, prise de contact avec les postes des divers arrondissements de Bangui, recherche de renseignements et progression en profondeur dans le quartier de Ngouciment, théâtre de plusieurs exactions.

Cet accompagnement, dont les bénéficiaires sont déjà perçus par la population, aboutit à la remise d'un diplôme validant la formation de ces forces de sécurité locales.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

www.unc38.fr

mai 2014

page 2



Mali

Mise à jour : 07/05/2014 17:23

Au cours de ces derniers jours, les opérations aériennes se sont poursuivies avec environ 50 sorties, dont une quinzaine effectuées par les avions de chasse. Une vingtaine de sorties ont été dédiées aux missions de transport et une dizaine aux missions de renseignement et de ravitaillement.



Jeudi 1^{er} mai, le DLAO 1, en appui de deux sections FAMA, a participé à la sécurisation d'une action d'aide médicale à la population menée au dispensaire de Tessalit. En fin de journée, un détachement de soldats féminins de Serval est arrivé à Tessalit dans le cadre d'une prise de contact avec les femmes touarègues, incluant un certain nombre de femmes responsables d'associations. Cette action visait à créer un contact privilégié avec une représentation féminine de la société touarègue, au sein de laquelle les femmes occupent une place éminente.

Au lendemain de leur arrivée, le vendredi 2 mai, cette équipe de soldats féminins de Serval a débuté la journée par une sensibilisation aux questions sanitaires. Un très bon accueil leur a été réservé par la trentaine de femmes de Tessalit. Cette rencontre, qui s'est poursuivie jusqu'au 4 mai, a été l'occasion de discuter de la situation sécuritaire, d'échanger sur leurs attentes et sur la mission des troupes françaises au Mali. Elle a permis d'appréhender les questions sécuritaires sous un autre angle et de nouer des contacts durables que chacun espèrent.

Samedi 3 mai, le GT-Vercors a conduit une patrouille en liaison avec une compagnie du GTIA malien « Balazan » sur le plateau de Batal dans le secteur du village de Gangaber. Il s'agissait de la première opération conduite conjointement avec ce GTIA, qui a achevé sa formation auprès d'EUTM Mali le 18 mars



La LETTRE de *l'UNC Isère*

www.unc38.fr

mai 2014

page 3

dernier. Pleinement opérationnelle, cette unité est déployée dans le secteur élargi de Gao. En fonction de sa zone d'action, elle pourra être appuyée par les DLAO 2 ou 3 de la force Serval. Les interactions GT-Vercors/GTIA Balanzan, se sont poursuivies au cours de la semaine avec des instructions techniques, notamment sur l'armement.



Lundi 5 mai, le DLAO 4 a appuyé une opération du bataillon burkinabé de la MINUSMA et d'une section FAMA du GTIA 5, qui ont fait mouvement vers Douaya, à 120 km au Nord de Tombouctou. Cette opération visait à assurer un contrôle de zone dans cette zone de passage, où se tiennent de nombreux marchés.

L'ensemble des opérations logistiques liées à la préparation de la bascule, fin mai, du poste de commandement de Bamako vers Ndjamená se poursuivent. De leur côté, les services informatiques préparent le transfert du PC, tout en veillant à garantir le maintien de la capacité de la

Force à poursuivre ses actions opérationnelles.

Environ 1600 militaires français sont actuellement présents sur le sol malien et poursuivent une mission de lutte contre les groupes armés terroristes, tout en appuyant la montée en puissance des forces de la MINUSMA et des FAMA.

Sources : EMA

Droits : Ministère de la Défense

Afghanistan



« Apocalypse now », ça existe vraiment

Affecté au laboratoire d'identification criminelle de la gendarmerie de Villeneuve-d'Ascq, le major Jean-Christophe Poclet occupe déjà un poste insolite. Sa mission de six mois effectuée en Afghanistan l'a été tout autant.

« *L'Afgha* » comme il dit, c'est du lourd. Un café chaud dans un *mug* à l'effigie de la mascotte de

Kaia, l'aéroport de Kaboul où il a passé six mois avec 10 000 militaires d'une trentaine de nationalités, il raconte.

Objectif de la mission : identifier les poseurs d'engins explosifs grâce aux empreintes et à l'ADN retrouvés lors d'attentats. Un travail de fourmi, effectué en collaboration avec d'autres experts européens au laboratoire expérimental d'analyses lancé en 2011 à Kaia. La tâche est délicate mais gratifiante pour notre gendarme français.

Ces preuves à analyser, il est allé les collecter en main propre, à bord des hélicoptères « *Black Hawks* » américains. Des vols dangereux, jusqu'aux frontières de l'Iran et trop souvent à la portée des kalachnikovs.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

www.unc38.fr

mai 2014

page 4

Le danger est omniprésent, personne n'est à l'abri : « *Les attaques-suicides, c'est un vrai sport national...* » explique-t-il. Deux semaines après son arrivée, il vit son premier attentat. Rien n'est facile, même les séances de footing sont agrémentées de tirs de roquettes.

Les seuls Afghans avec qui il échange sont les marchands de souvenirs de Kaia, un lieu où il passera son « temps libre » en dehors des séances de course à pied qu'il affectionne. Côté privé, la préservation est le maître mot. Il raconte l'essentiel, parle du pays ou de son lieu de vie archaïque mais ne s'attarde jamais sur la mission, six mois de gilet pare-balles et un sommeil léger.

Un peu abasourdi, il rentre en France le 29 septembre dernier avec 10 kg en moins, deux jours avant la naissance de sa fille Mélissandre. Un homme heureux, marqué par « *l'Afgha* » mais prêt à repartir, dès demain

Pour contrer les terroristes dans tout le Sahel, l'armée française se régionalise

Rien de bien neuf pour ceux qui suivent ces affaires ou lisent régulièrement ce blog mais voici mon papier de synthèse sur la réorganisation en cours (*photo armée de terre/EMA*), paru ce matin dans *La Voix du Nord...*

Le déploiement français évolue actuellement dans toute la bande sahélo-saharienne, de la Mauritanie au Tchad, en passant par le Mali et le Niger. On ne parlera plus cet été des Serval, Épervier ou Sabre mais d'une seule opération, d'un commandement unique depuis N'Djamena pour trois mille militaires français, engagés dans une mission globale et régionale de contre-terrorisme (*appellation d'origine contrôlée Jean-Yves Le Drian*).

Les frontières immenses, désertiques et poreuses, les connexions entre les différents groupes armés terroristes, radicaux religieux et/ou trafiquants, la fragilité même des États africains concernés par la menace (ajoutons la Libye voire la Tunisie au tableau général) commandent cette adaptation.

Le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, avait semble-t-il pris de court ses grands muets de militaires en décrivant la future réorganisation, dès le 24 janvier lors d'une visite à Washington.

L'opération sera commandée depuis N'Djamena avec des bases opérationnelles de réaction rapide à Gao au Mali (forces terrestres), au Tchad (forces terrestres, détachement air, ex-Épervier), à Niamey au Niger (drones, renseignement) et à Ouagadougou au Burkina Faso (forces spéciales, ex-Sabre). Ces derniers, plusieurs centaines du 1er RPIMa (parachutiste infanterie de marine), du 13e RDP (dragons parachutistes), des fusiliers-commandos de la marine et des commandos de l'air, n'entrant probablement pas dans le décompte des trois mille soldats car comme il est de rigueur à l'état-major des armées, « *les forces spéciales, on n'en parle pas* ».

Un dispositif de réaction rapide exigeant

Il faut ajouter des postes avancés à Atar en Mauritanie, à Tessalit au Mali, à Agadez et Arlit au Niger, à Faya-Largeau et Abéché au Tchad.

Ce dispositif exigeant s'appuiera sur deux bases arrières à Abidjan en Côte d'Ivoire et à Djibouti, deux « réservoirs » de forces pour officier dans la durée et servant l'indispensable logistique. Ces deux ports



La LETTRE de *l'UNC Isère*

www.unc38.fr

mai 2014

page 5

permettent aussi de mener les missions de sûreté maritime et de lutte contre la piraterie dans le golfe de Guinée et dans celui d'Aden.

Deux pôles de coopération, c'est-à-dire de conseil et de formation des armées africaines, seront installés à Dakar au Sénégal et à Libreville au Gabon. Ceci concrétise les conclusions du sommet France-Afrique de l'Élysée en décembre 2013 qui promet de former 20000 soldats africains par an et d'aider à constituer une capacité africaine de réaction immédiate aux crises (CARIC).

Selon Jean-Yves Le Drian, les militaires français resteront « *le temps qu'il faudra* », sans date limite, dans la bande sahélo-saharienne.

Al-Qaïda reste une « menace sérieuse »

Trois ans après la mort de Ben Laden, le réseau terroriste est de plus en plus décentralisé

Le Département d'Etat américain a publié, mercredi 30 avril, son rapport annuel sur le terrorisme, « [Country Reports on Terrorism 2013](#) ». Il s'agit du document public le plus complet, au niveau mondial, sur l'évolution du terrorisme et les réponses qui lui sont apportées par les Etats.

« Al-Qaïda et ses affiliés continuent de représenter une menace sérieuse pour les Etats-Unis et leurs alliés », mais cette « menace terroriste a évolué », estime le Département d'Etat américain. Cette évolution est notamment due aux succès de la « communauté internationale », qui est parvenue à « affaiblir sévèrement » la direction centrale de l'organisation. Qu'on songe à l'élimination d'Oussama Ben Laden dans la nuit du 1er au 2 mai 2011, dans sa villa pakistanaise d'Abbottabad. Cette « perte de leadership, couplée à une gouvernance faible et à l'instabilité au Moyen-Orient et en Afrique du Nord-Ouest a accéléré la décentralisation du mouvement et conduit les organisations affiliées au réseau d'Al-Qaïda à devenir opérationnellement plus autonomes, tout en se concentrant de plus en plus sur des objectifs locaux et régionaux ». Ce phénomène est très sensible au Yémen, en Syrie, en Irak, en Somalie et en Afrique du Nord-Ouest.

« La direction centrale a rencontré des difficultés pour maintenir la cohésion au sein du réseau Al-Qaïda et pour diffuser ses orientations aux groupes affiliés » constatent les experts en contre-terrorisme du Département d'Etat. Ainsi, Ayman al-Zawahiri, un médecin égyptien de 62 ans qui a succédé à Ben Laden, n'est pas parvenu à concilier les deux groupes d'Al-Qaïda en Syrie, EIL et Al-Nosra, qui s'affrontent désormais militairement. Résultat : EIL – qui recrute des djihadistes étrangers et détenait les quatre journalistes français en otage – a été expulsé d'Al-Qaïda en février dernier, assurent les spécialistes américains. Même échec quant à la recommandation d'éviter les « dommages collatéraux » en tuant des civils innocents, formulée par Zawahiri, qui s'inspire en cela des dernières orientations de Ben Laden. Des attaques perpétrées en 2013 contre des pèlerins en Irak, des hôpitaux au Yémen ou un centre commercial au Kenya indiquent que les terroristes se soucient comme d'une guigne des conseils du chef « idéologique » d'Al-Qaïda. Ils le peuvent d'autant plus que les groupes affiliés ont « accru leur indépendance financière grâce aux rançons des kidnappings et à d'autres activités criminelles comme l'extorsion ou la fraude aux cartes de crédit ».

Dans son tour du monde du terrorisme, le Département d'Etat pointe en particulier Aqap, c'est-à-dire Al-Qaïda dans la Péninsule arabique (essentiellement au Yémen), qui « continue à être la menace la plus significative pour les Etats-Unis ». Son chef, Nasir Wahishi, est désormais l'adjoint de Zawahiri, et ce groupe a démontré son « intention persistante » de frapper des cibles en Occident.

Au Sahel, le Département d'Etat se réjouit du « succès de l'intervention française et africaine contre Aqmi », tout en reconnaissant que des menaces subsistent. Dans le domaine du contre-terrorisme, les Etats-Unis se



La LETTRE de *l'UNC Isère*

www.unc38.fr

mai 2014

page 6

réjouissent de la « relation forte » qu'ils entretiennent avec la France, assurant que « les agences américaines travaillent étroitement avec leurs homologues françaises ». Même si cela n'est pas précisé, cela vaut aussi pour la NSA et ses écoutes... Sujet de préoccupation commun entre les deux pays, la Syrie, où Washington s'inquiète de voir des « milliers de combattants venir du monde entier pour lutter contre le régime d'Assad ». Le rapport pointe le risque de la « création d'une nouvelle génération de terroristes "mondialisés", similaire à celle qui avait résulté de l'afflux d'extrémistes violents dans l'Afghanistan des années 1980 ». Parmi eux se trouvaient alors un jeune Saoudien, Oussama Ben Laden.

Comment la France détecte ses djihadistes

Les services de renseignement turcs, les familles des moudjahidines et certaines mosquées coopèrent. Tout comme les compagnies aériennes, censées transmettre leurs listes de passagers aux autorités.

«Le filet est en place». Ainsi décrit par un spécialiste du renseignement, le nouveau dispositif de détection précoce des terroristes mis en place par le ministère de l'Intérieur commence à produire ses effets. Instruit par la magistrate antiterroriste Laurence Le Vert, le dossier dit de la Meinau, quartier sensible de Strasbourg, se solde déjà par **l'arrestation de six personnes, ce matin, en Alsace, dans le cadre de la lutte contre les filières djihadistes.**

La première des détections dans le cadre d'un retour des camps relève des bonnes relations entre services secrets. «Dans le cas des djihadistes partis en Syrie, la France est généralement prévenue par les services turcs. Les Tunisiens et, dans une moindre mesure désormais, les Égyptiens, sont également des sources très coopératives et souvent parfaitement informées sur les allers et venues des Français qui partent dans les zones de conflit», confie un haut fonctionnaire de la place Beauvau. La communauté européenne du renseignement travaille, par ailleurs, étroitement avec les États-Unis.

Autre source précieuse: le signalement par l'entourage, la famille, les amis, qui voient revenir au nid le moudjahidine. «Mais toutes n'ont pas le réflexe ou l'envie de dénoncer un proche à peine rentré chez lui», explique un commissaire de police rompu à la matière antiterroriste. Les antennes locales des services de renseignement ont, en tout cas, pour mission de «sonder» régulièrement les familles dont un ou plusieurs membres ont quitté le pays pour des zones à risque. Les préfets coordonnent localement ce travail de fourmi.

Plateforme de signalement

«Il n'y a pas que les familles. Parfois ce sont des référents dans les mosquées qui signalent aux autorités françaises qu'un jeune ou un groupe de jeunes très assidus aux prières a subitement disparu du paysage. C'est parfois le signe d'une radicalisation», confie un juge.

Les compagnies aériennes sont également sollicitées. «Avec cette difficulté que le terroriste en puissance peut voyager sous une fausse identité. La Turquie notamment est une base de production bien connue de faux documents pour les filières», explique un magistrat à Paris. La dernière loi de programmation militaire a renforcé le devoir d'information des opérateurs aériens qui sont tenus de diffuser en temps réel leurs listes de passagers dans les avions, pour que celles-ci soient confrontées aux fichiers antiterroristes.

Au lendemain de la mise en place de la nouvelle Direction générale de la Sécurité intérieure (DGSI), cette opération strasbourgeoise, en tout cas, a valeur d'avertissement. Le nouveau ministre de l'Intérieur, **Bernard Cazeneuve**, mise beaucoup sur son **plan anti-djihadiste** dont la plateforme de signalement a déjà permis de détecter **quelques dizaines de nouveaux candidats à la guerre sainte.**



La LETTRE de *l'UNC Isère*

www.unc38.fr

mai 2014

page 7

Les outils juridiques de la loi Valls

Depuis la **loi Valls du 21 décembre 2012 relative à la sécurité et à la lutte contre le terrorisme**, la France dispose de nouveaux outils juridiques pour incriminer les actes commis hors du territoire . Ce texte stipule que «la loi pénale française s'applique aux crimes et délits qualifiés d'actes de terrorisme (...) commis à l'étranger par un Français ou par une personne résidant habituellement sur le territoire français.»

L'affaire **Mérah**, du nom du terroriste qui sema la mort à Toulouse en mars 2012 après une formation aux armes dans la zone Pakistano-afghane, avait, en effet, démontré les failles du système, puisque les textes ne permettaient pas sérieusement d'incriminer un simple retour d'entraînement en camps de moudjahidine à l'étranger.

Ancien conseiller de Claude Guéant à l'Intérieur, le préfet Hugues Moutouh, qui a livré ses propres souvenirs de l'affaire Merah *, le reconnaît avec *fairplay*: «Il faut se réjouir qu'un consensus existe aujourd'hui pour durcir le dispositif répressif face à ce type de profils».

Comme l'avait révélé *Le Figaro*, selon Bernard Cazeneuve, auditionné récemment par la Commission des lois, **285 ressortissants français sont recensés actuellement sur le territoire syrien**. Par ailleurs, 120 candidats au djihad seraient actuellement en transit entre la France et la Syrie. Une centaine de combattants sont aujourd'hui revenus sur le territoire français et 25 djihadistes français ont péri dans les combats en Syrie. Le ministre a également révélé, ce jour-là, que 116 femmes figuraient parmi les candidats au djihad, ainsi qu'une trentaine de mineurs.

* *168 heures chrono, la traque de Mohamed Merah*, par Hugues Moutouh, Plon actualité, 194 p., 16,90 euros.
<http://www.lefigaro.fr/>

Attentat de Djibouti : les blessés français sont des employés de la société de sécurité SGS

Deux colonels français de la gendarmerie participant à la formation de l'armée djiboutienne comptent parmi les blessés de l'attentat de samedi soir au restaurant La Chaumière.

L'attentat qui s'est produit samedi soir à Djibouti au restaurant La Chaumière, fréquenté notamment par des Occidentaux, a été perpétré par un commando qui, selon des témoins, comptait deux ou trois kamikazes, dont une femme. Ces derniers seraient entrés dans le restaurant avec des ceintures d'explosifs, appuyés par des complices qui auraient lancé des grenades depuis l'extérieur. Deux kamikazes ont été tués dans cette opération et la plupart des blessés - dont les jours ne sont pas en danger - sont des employés de la société d'assistance à la souveraineté des États Sovereign Global Services, dont les dirigeants sont bien français, mais dont le siège social est à Londres. Cette société emploie notamment d'anciens militaires français (sous-officiers et officiers). En juin 2012, *Le Point* avait publié un reportage sur l'entraînement, par cette entreprise, des unités militaires djiboutiennes chargées de conduire des opérations de maintien de la paix sous le Casque bleu de l'ONU.

Miraculés

Samedi soir, les employés français de SGS (dont le colonel de gendarmerie J-F. A. et le lieutenant-colonel (Gend) H. M.) étaient quatre dans le restaurant. Ils sont notamment victimes de traumatismes sonores. Malgré ces chocs, et selon des témoignages qu'ils ont pu adresser en France, les employés de SGS s'estiment



La LETTRE de *l'UNC Isère*

www.unc38.fr

mai 2014

page 8

"miraculés". Les bombes portées par les kamikazes ont tué leurs porteurs, mais les pièces métalliques qu'elles contenaient n'ont pas été projetées, alors que les Français se trouvaient à moins de trois mètres.

Shebab ou Aqpa

Dimanche, en fin de journée, rien ne permet encore de supposer que ses personnels étaient particulièrement visés par l'attentat, qui aurait pu aussi bien concerner des Américains (ils sont entre 2 000 et 3 000 à Djibouti) ou d'autres étrangers fréquentant le restaurant. On indique de bonne source que l'enquête s'oriente vers deux groupes djihadistes, dont les shebabs somaliens, qui ont intensifié récemment leurs opérations et sont très implantés à Djibouti qui est une de leurs bases arrière. Autre possibilité : le groupe yéménite Aqpa (al-Qaida dans la péninsule arabique), qui a subi récemment de sérieux revers.

Contacté dimanche soir par Le Point.fr, le président de SGS Jérôme Paolini nous a précisé les points suivants : "Je peux vous confirmer que les quatre collaborateurs de la société qui se trouvaient samedi soir dans le restaurant lors de l'attentat m'ont rassuré sur leur état de santé, après avoir subi des examens initiaux à l'hôpital Bouffard. Nous attendons les instructions des autorités djiboutiennes sur la poursuite du programme de formation en cours." Ce dernier concerne la relève de l'unité de la police djiboutienne présente au Darfour sous Casque bleu de l'ONU.

lepoint.fr

Abubakar Shekau

L'émotion mondiale suscitée par l'enlèvement de plus de deux cents jeunes filles au Nigeria depuis le 14 avril met en lumière la folie sanguinaire de son leader, Abubakar Shekau, qui sévit violemment depuis cinq ans dans les provinces du nord-est mais aussi au Cameroun, au Niger et parfois près d'Abuja et Lagos, les mégapoles nigérianes.

Voici un portrait de l'AFP d'Abubakar Shekau (*repro AFP d'une vidéo de Boko Haram*).

« *J'aime tuer quiconque Dieu me demande de tuer, de la même manière que j'aime tuer des poulets et des moutons.* » Avec Abubakar Muhammad Shekau, le chef de Boko Haram, les choses sont claires.

A l'image de cette morbide sentence tirée de l'une de ses premières vidéos en 2012, le leader du groupe islamiste, qui a revendiqué l'enlèvement de plus de 200 lycéennes au Nigeria, est tellement extrémiste et violent que même certains de ses anciens alliés islamistes ont coupé les ponts.

Selon le département américain de la Justice, Shekau pourrait être né en 1965, 1969 ou 1975 dans un village d'agriculteurs et d'éleveurs proche de la frontière avec le Niger, dans l'Etat de Yobe (nord-est). Shekau a étudié la théologie auprès de religieux locaux à Maiduguri, la capitale de l'Etat voisin de Borno.

C'est à ce moment-là qu'il fait la connaissance du prêcheur Mohammed Yusuf, le fondateur de Boko Haram il y a plus de dix ans. Shekau décide alors de prendre part au mouvement lancé par Yusuf, qui séduit la jeunesse désœuvrée de Maiduguri en accusant les valeurs occidentales, instaurées par les colons britanniques, d'être responsables des maux dont souffre le Nigeria, comme la corruption rampante et l'immense pauvreté de la majorité de la population.

Boko Haram, qui signifie « *l'éducation occidentale est un péché* », est un surnom désavoué par le groupe lui-même, qui lui préfère Jama'tu Ahlis Sunna Lidda'awati wal-Jihad, « *le peuple engagé dans la propagation de l'enseignement du prophète Mahomet et du jihad* ».

Des prêches de Yusuf aux abominations de Shekau



La LETTRE de *l'UNC Isère*

www.unc38.fr

mai 2014

Page 9

Le monde entier s'est indigné des propos tenus par Shekau dans une vidéo diffusée cette semaine, dans laquelle il revendique, exalté, l'enlèvement des lycéennes de Chibok, dans l'Etat de Borno, mi-avril, qu'il promet de traiter « *en esclaves* » et de « *vendre sur le marché* ».

Pour les Nigériens, cette nouvelle vidéo est à l'image du chef islamiste, à qui l'on attribue un grand nombre d'attaques sanglantes depuis qu'il a pris la place de Mohammed Yusuf à la tête de Boko Haram, suite à l'exécution de celui-ci par la police nigérienne en 2009.

« *Avec Shekau aux commandes, Boko Haram est devenu beaucoup plus impitoyable, plus violent et plus destructeur* », note l'International Crisis Group (ICG) dans un récent rapport.

Ansaru, une faction du groupe islamiste qui a notamment revendiqué des enlèvements d'étrangers et diffusé des vidéos de leur exécution sur Internet, a même décidé de « *prendre ses distances avec Boko Haram parce qu'il désapprouve les massacres à l'aveugle et le manque de tact de Shekau* », analyse l'ICG.

Du temps de Mohammed Yusuf, Boko Haram était déjà violent, mais surtout focalisé sur l'application de la charia, la loi islamique, dans le nord du Nigeria, majoritairement musulman.

Avec l'arrivée de Shekau à la tête du groupe, les attaques à répétition contre les populations civiles, chrétiens et musulmans, ont fait oublier les prêches de Yusuf contre le régime nigérien corrompu, selon les experts. Avant la mort de Yusuf, Shekau l'accusait déjà « *d'être trop modéré* », selon l'ICG.

Avec l'attentat contre le siège des Nations unies à Abuja, en août 2011, qui a fait 23 morts, Boko Haram est passé à un stade supérieur, laissant craindre une récupération du groupe par une mouvance jihadiste internationale.

Certains pensent que des cadres de Boko Haram ont alors reçu des entraînements en Algérie et en Somalie, mais les liens établis par le groupe à l'étranger, qui font l'objet de débats entre les experts, n'ont pu être confirmés.

Depuis 2011, les islamistes ont pris pour cible des églises, des mosquées et des symboles du pouvoir mais aussi des écoles, des universités et des dortoirs, massacrant des étudiants dans leur sommeil.

Considéré comme un « *terroriste à l'échelle mondiale* » par les Etats-Unis, qui l'ont mis à prix pour 7 millions de dollars (5,3 millions d'euros), Shekau a déjà été donné deux fois pour mort par les forces de l'ordre nigériennes, avant de réapparaître dans des vidéos, son principal moyen de communication.

Dans ses interventions filmées, un Shekau vociférant et agité profère régulièrement des menaces contre des cibles nigériennes qu'il met ensuite parfois à exécution. A d'autres moments, il paraît totalement déconnecté de l'actualité, menaçant des dirigeants mondiaux déjà morts, tels que l'ancienne Première ministre britannique Margaret Thatcher, ou l'ancien pape Jean-Paul II.

La défense européenne, éloge d'une agonisante

L'Europe a mis des mois à envoyer quelques dizaines de soldats en RCA, et on voudrait qu'elle applique une politique de défense et de sécurité à la crise ukrainienne ? Soyons sérieux...

L'Europe de la défense est-elle autre chose qu'une incantation ? Pas sûr... Mise en avant depuis des décennies, l'idée ne peut fonctionner dans les faits que lorsqu'il s'agit de produire en commun des matériels qu'un État seul ne pourrait se payer. En réalité, les exemples sont légion de la fausseté de cet argument, dont les frégates Horizon, le chasseur Eurofighter Typhoon ou l'A400M Atlas sont des preuves vivantes.

On écarquille les yeux quand on lit les satisfecit des eurocrates constatant qu'après plusieurs mois de négociations tendues, l'Union européenne a réussi tant bien que mal à envoyer une force européenne en RCA, dont l'ossature est fournie par des Français s'y trouvant déjà et des Géorgiens n'appartenant pas à l'Union européenne. C'est pourquoi on se dit qu'on serait bien inspiré de répondre franchement "oui" quand



La LETTRE de *l'UNC Isère*

www.unc38.fr

mai 2014

page 10

Nicole Gnesotto, présidente de Notre Europe-Institut Jacques Delors, pose crûment la question "Faut-il enterrer la défense européenne ?".

Tant d'années de déception

Dans un petit ouvrage ainsi titré, l'auteur dresse un bilan de tant d'années de déception et ne manque pas de souligner les atouts que notre Vieux Continent pourrait mettre en avant, si seulement il le souhaitait. Et notamment sa "légitimité collective" plus forte que celle de toute nation isolée ou ses capacités militaires bien réelles. Par exemple, ses armées comptaient en 2011 près de deux millions d'hommes. Mais ces effectifs ne sont d'aucune utilité quand il faut des mois pour en envoyer quelques dizaines en RCA ou au Mali !

De plus, les effectifs ne sont rien sans les moyens d'équiper et de faire fonctionner ces armées. En 2011, chaque Européen a dépensé 387 euros pour sa défense. Contre 1 610 euros pour chaque Américain. La même année, chaque soldat européen a coûté 23 829 euros. Contre 102 264 pour un soldat américain... En fait, l'Europe a depuis longtemps baissé les bras et nul ne cherche réellement, ni en France ni ailleurs, à faire émerger une véritable défense européenne. Une année ou presque a été nécessaire pour que les Français montent l'opération Sangaris en Centrafrique. Ont-ils associé les Européens à sa préparation ? Non.

Constat d'échec

Même les symboles voulus dès leur conception pour être des emblèmes d'une volonté de défense et de sécurité communes, comme l'Eurocorps ou la brigade franco-allemande, ne sont que des objets de vitrine. Il existe bien sûr quelques initiatives réussies, comme celle de la mise en commun de moyens de transport aérien tactique et stratégique. Certes. Mais nous n'aurons pas la cruauté de rappeler combien de temps a été nécessaire pour obtenir des avions pour la seule mission européenne en RCA... Nicole Gnesotto est cruellement lucide quand elle écrit, à propos de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC), qu'elle "n'est pas faite pour l'entrée en premier sur un théâtre de crise, mais plutôt pour le soutien en second". Il n'est nul besoin d'ajouter quoi que ce soit à ce constat d'échec.

Après avoir lu ce livre, on attendait une conclusion d'ouverture, mais en vain... La dernière phrase du livre est un constat d'échec : "Face à la crise économique mondiale, face à la révolution stratégique américaine, les Européens n'ont en effet pas d'autre choix que de reprendre en main leur destin." Dit comme ça... Le seul problème, c'est que la crise ukrainienne leur en donne une occasion parfaitement adaptée. À nos frontières, amputé par un voisin puissant, tout prêt à basculer dans la guerre civile, un État chancelle et l'Europe assiste impuissante à son naufrage. On sait que ce qui se passe en Centrafrique, au Mali ou en Afghanistan est lié à notre sécurité collective. C'est pour cela que nous y sommes intervenus. L'Ukraine, qui a sombré dans le chaos après avoir voulu se rapprocher de l'Europe, serait-elle plus loin encore ?

Nicole Gnesotto, *Faut-il enterrer la défense européenne ?* La Documentation française, 150 pages, 9 euros

lepoint.f

Le Mistral, ferry-boat ou navire de guerre ?

Les Mistral acquis par la Russie apporteront des capacités nouvelles à sa marine. Mais à quoi servent exactement ces bâtiments ?

Tandis que les travaux de finition se poursuivent à Saint-Nazaire sur le Vladivostok, le premier porte-hélicoptères de type Mistral acheté à la France par la Russie, il ne fait plus guère de doute qu'il sera bel et bien livré en octobre prochain. Les opposants à cette livraison, qui font valoir que ce navire est un bâtiment de guerre offensif, et qu'il servirait les desseins agressifs de Vladimir Poutine, ne sont pas entendus. Quant aux Russes, ils estimaient voici peu, selon des sources citées par le journal pro-gouvernemental Izvestia, qu'"il n'y a rien de compliqué dans le Mistral, c'est une barge avec un moteur et un pont pour les hélicoptères et les



La LETTRE de *l'UNC Isère*

www.unc38.fr

mai 2014

page 11

chars (...), un navire construit selon des normes civiles ; c'est un banal ferry pour le transport d'automobiles." Qu'en est-il exactement ?

Modules préfabriqués

Ce navire livré non armé à la Russie n'est effectivement pas construit selon des normes militaires et n'est donc pas conçu pour résister à des impacts lourds. Sa conception aux normes civiles les plus dures - celles des méthaniers - fait appel à des technologies et à des process industriels que l'ex-URSS avait perdus si elle les avait jamais connus. Ses chantiers n'avaient conservé que la fabrication des navires de combat et des sous-marins, transférant notamment la fabrication des cargos aux chantiers polonais de Gdansk. L'acquisition par Moscou des plans du Mistral et la réalisation de certains de ses modules préfabriqués dans les chantiers russes a permis à ces derniers de prendre connaissance des méthodes modernes de fabrication de navires de ce type. Dans l'hypothèse où de nouveaux porte-hélicoptères seraient acquis par Moscou, comme c'est prévu par le contrat signé en 2011, qui porte sur quatre bâtiments, la fabrication des deux derniers aurait lieu en Russie.

16 hélicoptères

Même si les zones les plus proches de combat ne sont pas pour lui - contrairement aux navires américains de la classe Wasp auxquels il ressemble beaucoup -, le Mistral est parfaitement adapté à l'assaut combiné aéromaritime : les 16 hélicoptères de combat et/ou de transport qu'il est en mesure d'embarquer peuvent attaquer des objectifs à terre ou déposer des commandos et des troupes ce choc. Des missions de ce type ont été conduites durant l'opération Harmattan contre la Libye de Kadhafi, ou pour tenter de sauver l'otage de la DGSE en Somalie en janvier 2013. Pour des opérations plus lourdes, les chalands EDAR qu'il emporte dans son radier peuvent conduire au rivage jusqu'à 13 blindés lourds (chars ou véhicules de combat d'infanterie) et 450 combattants. Une opération de débarquement pouvant logiquement provoquer des blessures, ce navire est parfaitement équipé pour en assurer le "soutien santé". Il dispose d'un hôpital de 70 lits pouvant être augmenté à 120 si nécessaire.

Licorne et Sangaris

Ses énormes moyens de communication et sa puissance informatique lui permettent d'embarquer des états-majors interarmées, éventuellement multinationaux, qui conduiraient une opération militaire depuis son bord. Durant les phases les plus chaudes de l'opération Licorne, en 2011 en Côte d'Ivoire, le BPC Tonnerre est demeuré quatre mois au-delà de l'horizon en constituant une base d'appui pour les troupes françaises. "Nous possédons trois navires de ce type (Mistral, Tonnerre, Dixmude), rappelle un officier de marine, ce qui constitue un véritable atout, notamment en raison de leur configuration adaptable à de nombreuses missions. Si le Dixmude n'avait pas disposé à son bord de la réserve opérationnelle embarquée du 21e RIMA, l'opération Sangaris en République centrafricaine n'aurait pas pu être déclenchée dans les mêmes conditions en décembre 2013 !"

Transport stratégique opérationnel

Si l'on ajoute à ces missions le transport stratégique opérationnel qu'un navire militaire peut assurer plus rapidement qu'un cargo civil, ou l'évacuation de ressortissants en grand nombre comme cela s'est produit à Beyrouth en 2006 avec le BPC Mistral, on conviendra qu'un navire de ce type est parfaitement adapté à des opérations militaires qu'un État n'en disposant pas - comme c'est à ce jour le cas de la Russie - ne saurait envisager. Ajoutons que pour la France, ces navires se révèlent particulièrement adaptés à la formation des officiers de marine qu'assurait autrefois la Jeanne d'Arc. Tout ceci fait des navires de type Mistral de véritables



La LETTRE de *l'UNC Isère*

www.unc38.fr

mai 2014

page 12

bâtiments militaires, aptes à conduire des opérations de projection que la Russie n'est pas en mesure de conduire dans l'état actuel de sa marine.

Mémoire: 7 mai 1954

Le 7 mai 1954, les Français capitulaient à Dien Bien Phu. Cette bataille rangée et extrêmement moderne fut la seule de cette envergure dans les guerres de décolonisation. Comment l'expliquer ?

L'événement retentissant, qui éclate comme le tonnerre au printemps 1954 et scelle le sort de l'Indochine, voire de l'Union française tout entière, est quasiment passé dans le langage courant : « nouveau Dien Bien Phu » pour le siège de Khe Sanh au Sud-Vietnam en 1968, « Dien Bien Phu aérien » pour les bombardements de Noël 1972 sur le Nord, et il ne manque pas non plus de divers « Dien Bien Phu diplomatiques ». Cette version moderne du « David contre Goliath » apparaît synonyme de défaite absolue du fort contre le faible - ou de la victoire du second -, avec une référence implicite à une sorte de « quitte ou double » aux conséquences à la fois impensées et considérables. Mais pourquoi avoir livré là une bataille à ce point décisive ?

OBJECTIF FRANÇAIS : SÉCURISER

Dien Bien Phu, littéralement la « préfecture de la zone frontalière », se situe dans les confins montagneux du nord-ouest du Vietnam, donnant son nom à l'unique petite plaine de la zone. L'endroit est alors largement inconnu, sinon pour les peuples taï, nombreux dans la région : en Birmanie, en Chine du Sud, en Thaïlande bien sûr, au Laos aussi et au Vietnam. Curieusement, tous y localisent leur origine légendaire : les sept fils du héros mythique Khun Borom auraient engendré sept tribus qui se seraient dispersées dans toute l'Indochine.

Le choix du site par le QG du corps expéditionnaire français n'est pas d'y livrer une bataille décisive : l'opération Castor permet aux parachutistes français, le 20 novembre 1953, de « coiffer » l'endroit, tenu par un bataillon de l'APV. Il ne s'agissait alors, souligne le général Gras, que d'une « *opération secondaire de couverture stratégique et à caractère politique local* » [1]. L'idée était de sécuriser toute la région et, accessoirement, le Laos voisin, en y constituant une solide base aéroterrestre susceptible de bloquer les mouvements de troupes ennemies - une autre opération, Atlante, est alors prévue dans le centre Vietnam dans le même objectif.

La France n'en cherche pas moins une solution pour l'Indochine, après neuf ans d'une guerre à la fois vaine et très coûteuse. Début 1953, le retour des Républicains à la Maison Blanche, avec Eisenhower, encourage le président du Conseil René Mayer à créer les conditions d'une « sortie honorable » pour la France. Il rend très rapidement visite au président américain pour pouvoir s'appuyer sur une aide américaine accrue et tente de forcer le destin : dévaluation de la piastre (largement surévaluée depuis 1945), nouvel organigramme de commandement, nouveau chef aussi (le général Navarre), plan à deux ans pour restructurer l'outil militaire français et préparer le passage de relais aux armées « nationales » des États associés de l'Union française (le Cambodge, le Laos et le Vietnam), dont le gouvernement assure vouloir « parfaire l'indépendance ». Mais il n'est pas alors prévu de négocier avec Ho Chi Minh et la République démocratique du Vietnam (RDV).

OBJECTIF VIETNAMIEN : ATTAQUER

La difficulté est que la RDV et ses alliés relèvent le défi et paraissent décidés à livrer à Dien Bien Phu le combat décisif. Une intéressante correspondance chronologique se fait jour entre le niveau international - Est-Ouest - et le niveau indochinois. La conférence des Quatre réunit à Berlin du 25 janvier au 18 février 1954 les ministres des Affaires étrangères de France, de Grande-Bretagne, des États-Unis et de l'URSS. Si elle ne débouche sur rien pour l'Europe, elle décide de la réunion d'une conférence internationale à Genève sur la Corée et l'Indochine, avec la participation de la Chine populaire - dont ce serait la première grande « sortie » diplomatique. Cette perspective apparaît de nature à faire monter les enchères. Avant de passer à la table des négociations, chaque camp veut s'affirmer sur l'échiquier militaire. Or, précisément au moment où s'ouvre la conférence de Berlin, le général Giap décide, à proximité de Dien Bien Phu, d'ajourner le déclenchement de



La LETTRE de *l'UNC Isère*

www.unc38.fr

mai 2014

page 13

l'attaque du camp retranché, initialement prévue pour le 25 janvier et très sérieusement préparée, selon la stratégie « attaque éclair, victoire rapide » réalisable en quelques jours.

Un « plan B » est mis en oeuvre quelques semaines plus tard. Une fois l'artillerie réinstallée, l'attaque aura finalement lieu le 13 mars, un mois et demi avant l'ouverture de la conférence de Genève, prévue pour le 26 avril... La nouvelle stratégie, « attaque sûre, progression sûre », prévoit un programme plus étalé dans le temps. Le camp communiste, en l'espèce la Chine, ne ménage alors pas son soutien à l'APV. Le théâtre est d'ailleurs proche de son territoire et de nouvelles routes sont ouvertes pour acheminer matériel, hommes et ravitaillement. Au coeur des combats, l'ultime offensive est lancée pour le 1er mai. Une semaine plus tard, le drapeau de la RDV flotte sur le PC de De Castries. Le lendemain, à l'initiative de la coprésidence soviétique de la conférence et après que la question coréenne a été débattue, commence à Genève sa phase indochinoise...

Les combats ont duré près de deux mois - 55 jours - du 13 mars au 8 mai 1954. La base aéroterrestre française n'apparaît plus fonctionnelle dès le début, la piste d'aviation ayant très vite été détruite, sous les feux d'une artillerie dissimulée sur les pentes escarpées, recouvertes de jungle, et d'un niveau non envisagé par les Français, qui sous-estiment leur adversaire et n'ont rien vu venir.

Entre 60 000 et 70 000 hommes s'affrontent alors, au rythme de trois moments principaux : la première attaque, l'offensive intermédiaire du 30 mars et l'assaut final du 1er mai. Quelque 50 000 soldats de l'APV, très déterminés, encerclent les 12 000 hommes du camp retranché, 15 000 avec les renforts parachutés. Des hommes d'abord sûrs d'eux-mêmes et longtemps impatients d'en découdre, mais quelque peu abasourdis par l'ambiance apocalyptique qui règne dans et autour de la base. Les premiers ont en effet le nombre et une puissante artillerie ; les seconds ont encore la base et le ciel, c'est-à-dire la possibilité d'un appui aérien et de parachutages.

UN « STADE IMMENSE »

Accessible, aujourd'hui comme hier, en une bonne heure et demi d'avion depuis Hanoi, au-dessus d'un paysage tourmenté et montagneux, l'endroit ne porte guère les stigmates des combats, sauf pour mémoire, si l'on peut dire : un blindé abandonné, le PC français d'où le colonel puis général de Castries dirigeait la bataille, les collines-point d'appui, le PC du général Vo Nguyen Giap, sur la hauteur bien sûr, relié par tunnel à celui du général chinois le conseillant, le général Wei Guoqing. Mais le site, dont le choix attira après coup tant de critiques, garde sa majesté. Les géographes y reconnaissent une cuvette, le journaliste Robert Guillain le décrit plutôt comme un « *stade immense* », dont en l'occurrence « *les gradins sont à l'ennemi* » [2], avec cette touche française qui donne aux fameux points d'appui des prénoms féminins. Un cimetière aux héros vietnamiens victimes de la bataille jouxte le musée qui lui est consacré.

Mais nous ne disposons pas d'images « en temps réel » de la bataille de Dien Bien Phu. Il existe bien sûr des pellicules sur la période précédant l'attaque du 13 mars, de l'opération Castor entre autres. Mais l'aéroport ayant été neutralisé dès le début des combats, aucun film ne pouvait plus sortir ; et, lorsque le 7 mai, le silence revient, l'ordre français de cessez-le-feu est assorti de celui de détruire tous types d'armement. Le cameraman aux armées Pierre Schoendoerffer détruit ainsi l'essentiel de ses bobines. Les rares qu'il conserve secrètement lui seront prises lors de sa « longue marche » vers la captivité, après qu'il eut essayé de s'évader. Malgré des liens personnels avec le cinéaste soviétique Roman Karmen, il en perd alors définitivement la trace.

En face, la même situation finalement prévaut, toutes les images de la bataille ayant été reconstituées après coup, y compris - par Karmen justement - celles qui montrent le long défilé des prisonniers français évacués vers les camps, appelés à jouer leur propre rôle devant les caméras soviétiques.

APOCALYPSE

Les récits des survivants permettent d'approcher le climat de la bataille. Les deux côtés décrivent des déluges de feu infernaux et des silences pareillement angoissants : « *C'était dantesque*, raconte un jeune officier



La LETTRE de *l'UNC Isère*

www.unc38.fr

mai 2014

page 14

français ! [...] *La nuit du 30 mars, j'étais parti à découvert avec mon radio et mes jumelles pour régler un tir d'artillerie sur Dominique : c'était l'enfer ! On ne voyait plus à dix mètres ; ça tremblait, c'était véritablement wagnérien ! [...]* C'était quelque chose de complètement hors dimension par rapport à tout ce que nous avons rencontré jusque-là [3]. » Un chef de groupe vietnamien, lancé à l'assaut de la colline A1 (Eliane 2), garde un souvenir tragique du même 30 mars : « *La puissance de feu ennemi nous matraque violemment. [...] Dès le premier jour de combat, nous perdons beaucoup d'hommes. Nous marchons dans des tranchées, enjambant les cadavres de nos camarades pas encore évacués ou enterrés. Chaque soldat porte un sac de riz grillé à la ceinture, il nous arrive de devoir récupérer les sacs de nos morts pour nous nourrir, quand le ravitaillement n'arrive pas à temps [4]... »*

Du côté français, la référence à Verdun s'impose, même si Dien Bien Phu ne se situe certes pas sur la ligne de front : le même paysage lunaire cependant, les mêmes tranchées inondées aussi, dans lesquelles il faut progresser et se battre, quand la pluie s'ajoute à la nuit, mais qui finiront par atteindre le coeur du dispositif français. Lorsque les combats s'arrêtent, le silence surtout impressionne.

La bataille constitue finalement l'imprévu du plan Navarre et la « sortie honorable » n'est plus d'actualité. Le montage politico-militaire des États associés semble se poursuivre, comme dans un théâtre d'ombres : l'indépendance-association a été accordée fin 1953 au Cambodge et au Laos et, après de longues tractations, au Vietnam de Bao Dai, par traité signé à Paris le 4 juin 1954 - les négociations finales s'étaient ouvertes le 8 avril, en pleine bataille. Mais l'allié américain ne paraît pas au rendez-vous : à deux reprises en avril, le gouvernement français sollicite son aide, mais en vain. « *Nous assistons en ce moment à l'effondrement ou à la disparition de la France en tant que grande puissance* », aurait sobrement commenté le secrétaire d'État Foster Dulles lors du second refus américain [5].

Le bilan humain est lourd. Quand le camp retranché est submergé, il y reste environ 10 000 hommes épuisés, sur 15 000 présents au départ sur la base ou y ayant été acheminés. Après plusieurs semaines de captivité, il en reviendra à peine 3 300. Mais les autres sont-ils vraiment morts ou bien, ressortissants de la région ou de l'Union française, sont-ils partis vers d'autres destinations, proches ou lointaines ? Les troupes de l'Union française comprennent en effet des soldats indochinois et africains ; et ceux qui sont morts ont été victimes de la faim, d'épuisement ou de maladie. Les visages faméliques de nombreux prisonniers français rendus à la liberté constituent en tout cas une image forte de la mémoire de l'événement. Du côté vietnamien, les estimations parlent de 20 000 à 30 000 victimes (morts ou blessés), soit peut-être la moitié des combattants engagés.

Pour le reste, l'écho international de la défaite française réveille d'un coup le monde colonisé, comme en 1905 la victoire japonaise contre la Russie réveilla l'Asie. « *Lâchons l'Asie, prenons l'Afrique* », avait d'ailleurs préconisé cinquante ans plus tôt le géographe Onésime Reclus [6], c'est fait ou presque, sans autre possibilité de choix ! Mais l'Afrique « lâche » à son tour, par le Nord : l'insurrection algérienne éclate à peine six mois après la capitulation de Dien Bien Phu.